

**Art. 58.** In artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "raad van bestuur" vervangen door de woorden "Minister na voorafgaand advies van het beheerscomité";

2° in het tweede lid worden de woorden "raad van bestuur" vervangen door het woord "Minister";

3° in het derde lid worden de woorden "beslist de raad van bestuur" vervangen door de woorden "beslist de Minister na voorafgaand advies van het beheerscomité".

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

**Art. 59.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Regering van 22 maart 1996 tot uitvoering van artikel 19 van het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap alsmede voor de bijzondere sociale bijstandsverlening);

2° het besluit van de Regering van 11 september 2014 tot aanwijzing van Mevr. Resi Stoffels als commissaris van de Regering bij de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap;

3° het besluit van de Regering van 10 december 2015 tot oprichting van een gespecialiseerd adviesorgaan voor de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap;

4° het besluit van de Regering van 29 augustus 2019 tot aanwijzing van de gedelegeerde van de minister van Begroting bij de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zelfbeschikkend leven.

**Art. 60.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 61.** De minister bevoegd voor Personeel en de minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 21 december 2023.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Viceminister-President, Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,  
A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202513]

8 FEVRIER 2024. — Décret modifiant le décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " air intérieur " sont chaque fois remplacés par les mots " milieu intérieur ";

2° les mots " de l'air intérieur " sont chaque fois remplacés par les mots " du milieu intérieur ";

3° les mots " à l'air intérieur " sont chaque fois remplacés par les mots " au milieu intérieur ";

4° les mots " dans l'air intérieur " sont chaque fois remplacés par les mots " dans le milieu intérieur ";

5° les mots " à l'air à l'intérieur " sont à chaque fois remplacés par les mots " au milieu intérieur ".

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est abrogé;

2° il est inséré un 2/1° rédigé comme suit :

" 2/1° : " milieu intérieur " : l'environnement intérieur d'un espace fermé qui est déterminé par des facteurs chimiques, physiques ou biotiques; "

3° l'article est complété par un 9° rédigé comme suit :

" 9° : " facteurs physiques " : les phénomènes physiques qui pourraient nuire à la santé de l'homme à cause de leurs caractéristiques acoustiques, mécaniques, thermiques ou électromagnétiques. "

**Art. 3.** L'article 6 du même décret est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 7 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : " Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, le Gouvernement confirme ou, le cas échéant, adapte les valeurs proposées afin de s'assurer qu'elles permettent une application équilibrée des principes de précaution et de proportionnalité. "

**Art. 5.** Dans le même décret, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit : " Art. 7/1. Le Gouvernement peut créer une base de données aux fins :

1° d'informer l'administration des demandes introduites afin d'évaluer la qualité du milieu intérieur;

2° d'inventorier les rapports d'évaluation visés à l'article 8, § 2, établis par le Service d'évaluation;

3° de permettre la mise en oeuvre de campagnes de prévention.

Les données contenues dans cette base de données sont rendues anonymes par l'administration.

Le Gouvernement règle les modalités permettant de collecter les informations insérées dans la base de données, ainsi que leur durée de conservation. ”.

**Art. 6.** Dans le même décret, il est inséré un article 7/2 rédigé comme suit : ” Art. 7/2. Le Gouvernement peut confier aux Provinces l'exercice de tout ou partie des missions d'évaluation visées dans la présente section. ”.

**Art. 7.** Dans l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

b) les alinéas 4 et 5 sont abrogés;

c) le paragraphe est complété par un alinéa 6 rédigé comme suit :

” L'administration est informée des rapports de visite via la base de données visée à l'article 7/1. ”.

**Art. 8.** Dans l'article 9 du même décret, le paragraphe 2, alinéa 2, est abrogé.

**Art. 9.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section 2/1 intitulée ” Évaluation de la qualité du milieu intérieur au sein des logements ”.

**Art. 10.** Dans la section 2/1, insérée par l'article 9, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit : ” Art. 9/1. La présente section s'applique aux logements visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, du Code wallon de l'habitation durable. ”.

**Art. 11.** Dans la même section, il est inséré un article 9/2 rédigé comme suit :

” Art. 9/2. § 1<sup>er</sup>. Toute demande d'évaluation, de la qualité du milieu intérieur, d'un logement visé à l'article 9/1, fait suite à un avis médical. Le Gouvernement arrête le contenu minimum du formulaire de demande d'évaluation, qui reprend notamment l'avis médical. Toute demande introduite est considérée comme irrecevable lorsque l'avis médical n'est pas joint à la demande. Outre la condition visée à l'alinéa 2, le Gouvernement détermine les cas dans lesquels la demande est considérée comme non fondée ou irrecevable.

§ 2. La demande d'évaluation du milieu intérieur est introduite directement auprès du Service d'évaluation. Le rapport d'évaluation visé à l'article 8, § 2, est transmis au demandeur et au médecin prescripteur. Le rapport d'évaluation est accompagné de recommandations. Lorsque le logement visé à l'article 9/1 est une location, le locataire peut transmettre au propriétaire le rapport d'évaluation afin d'inciter le propriétaire à opérer les travaux qui sont à sa charge. ”.

**Art. 12.** Dans la même section, il est inséré un article 9/3 rédigé comme suit :

” Art. 9/3. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une évaluation est réalisée, le Service d'évaluation transmet au demandeur et au médecin prescripteur des recommandations contenues dans les conclusions du rapport d'évaluation visé à l'article 8, § 2. Le Service d'évaluation peut prendre contact avec le demandeur afin d'assurer le suivi des recommandations.

§ 2. Lorsqu'une ou plusieurs valeurs d'intervention sont dépassées ou présentent un risque environnemental ou sanitaire lié à la qualité du milieu intérieur, le Service d'évaluation peut transmettre à l'administration communale, où est situé le logement, le rapport d'évaluation visé à l'article 8, § 2, et le plan d'actions. L'administration communale peut vérifier la mise en oeuvre du plan d'actions et évaluer la salubrité du logement. Si des mesures sont prises en vertu du Code wallon de l'habitation durable, la commune en informe le Service d'évaluation. Le Service d'évaluation peut prendre contact avec le demandeur afin d'assurer le suivi des recommandations. ”.

**Art. 13.** L'article 10 du même décret est abrogé.

**Art. 14.** L'article 11 du même décret est abrogé.

**Art. 15.** L'article 12 du même décret est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

” Le Gouvernement détermine les modalités d'instruction et de délais des recours. ”.

**Art. 17.** Dans le même décret, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

” Art. 13/1. L'exercice des missions confiées aux Provinces pour les évaluations visées au chapitre III sont financées par une dotation à charge du budget de la Région wallonne dont le montant correspond au financement d'un service, de missions ou des membres du personnel qui exercent les missions. ”.

**Art. 18.** L'article 14 du même décret est remplacé par ce qui suit :

” Art. 14. Le Gouvernement détermine les analyses standards effectuées par les services d'évaluation. Ces analyses sont gratuites pour le demandeur. Le Gouvernement détermine les analyses complémentaires aux analyses standards qui peuvent être éventuellement payantes pour le demandeur. Les personnes concernées peuvent toutefois refuser que des analyses complémentaires soient effectuées. ”.

**Art. 19.** Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° dans l'alinéa 2, les mots ” l'article D.151 ” sont remplacés par les mots ” l'article D.178 ”.

**Art. 20.** L'article 17 du même décret est complété par ce qui suit :

” Les services d'évaluation exerçant une activité de laboratoire d'analyse ne disposant pas d'un agrément ont un délai de 2 ans pour obtenir cet agrément à dater de l'entrée en vigueur du présent décret. ”.

**Art. 21.** L'article 19 du même décret est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 février 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie  
sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1555 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 février 2024.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202513]

**8. FEBRUAR 2024 — Dekret zur Änderung des Dekrets vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das Dekret vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Innenraumluft" wird jedes Mal durch das Wort "Innenraumumgebung" ersetzt;

2° die Wortfolge "der Innenraumluftqualität" wird jedes Mal durch die Wortfolge "der Qualität der Innenraumumgebung" ersetzt und die Wortfolge "Analysen der Innenraumluft" wird jedes Mal durch die Wortfolge "Analysen der Innenraumumgebung" ersetzt;

3° die Wortfolge "auf die Innenraumluft" wird jedes Mal durch die Wortfolge "auf die Innenraumumgebung" ersetzt;

4° die Wortfolge "der Innenraumluft" werden jedes Mal durch die Wortfolge "der Innenraumumgebung" ersetzt;

5° die Wortfolge "auf die Luft innerhalb von geschlossenen Räumen" wird jedes Mal durch die Wortfolge "auf die Innenraumumgebung" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2 wird aufgehoben;

2° es wird eine Ziffer 2/1° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2/1°: "Innenraumumgebung": die innere Umgebung eines geschlossenen Raumes, die durch chemische, physikalische oder biotische Faktoren bestimmt wird;"

3° der Artikel wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9°: "physikalische Faktoren": physikalische Phänomene, die aufgrund ihrer akustischen, mechanischen, thermischen oder elektromagnetischen Eigenschaften die Gesundheit des Menschen beeinträchtigen könnten."

**Art. 3** - Der Artikel 6 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 4** - In Artikel 7 desselben Dekrets wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt: "In der in Absatz 2 genannten Hypothese bestätigt die Regierung die vorgeschlagenen Werte oder passt sie gegebenenfalls an, um sicherzustellen, dass sie eine ausgewogene Anwendung der Grundsätze der Vorsorge und der Verhältnismäßigkeit ermöglichen."

**Art. 5** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 7/1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 7/1 - Die Regierung kann eine Datenbank zu folgenden Zwecken einrichten:

1° die Verwaltung über Anträge zu informieren, die gestellt wurden, um die Qualität der Innenraumumgebung zu bewerten;

2° die in Artikel 8 § 2 erwähnten Bewertungsberichte, die vom Bewertungsdienst erstellt wurden, zu inventarisieren;

3° die Durchführung von Präventionskampagnen zu ermöglichen.

Die in dieser Datenbank enthaltenen Daten werden von der Verwaltung anonymisiert.

Die Regierung regelt die Modalitäten für die Einholung der Informationen, die in die Beobachtungsstelle aufgenommen werden, sowie ihre Aufbewahrungsdauer.”.

**Art. 6** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 7/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 7/2 - Die Regierung kann die Provinzen mit der Wahrnehmung aller oder eines Teils der in diesem Abschnitt genannten Bewertungsaufgaben betrauen.”.

**Art. 7** - In Artikel 8 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) die Absätze 4 und 5 werden aufgehoben;

c) der Paragraph wird um einen Absatz 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Verwaltung wird über die in Artikel 7/1 genannte Datenbank über die Besuchsberichte informiert.”.

**Art. 8** - In Artikel 9 desselben Erlasses wird Paragraph 2 Absatz 2 aufgehoben.

**Art. 9** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Abschnitt 2/1 mit dem Titel “Bewertung der Qualität der Innenraumumgebung innerhalb von Wohnungen” eingefügt.

**Art. 10** - In den durch Artikel 9 eingefügten Abschnitt 2/1 wird ein Artikel 9/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: “Art. 9/1 - Der vorliegende Abschnitt findet Anwendung auf Wohnungen, die in Artikel 1 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen genannt werden.”.

**Art. 11** - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 9/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 9/2 - § 1. Jeder Antrag auf eine Bewertung der Qualität der Innenraumumgebung in einer Wohnung gemäß Artikel 9/1 erfolgt auf der Grundlage eines ärztlichen Gutachtens. Die Regierung legt den Mindestinhalt des Antragsformulars für die Begutachtung fest, das unter anderem das ärztliche Gutachten enthält. Ein gestellter Antrag gilt als unzulässig, wenn das ärztliche Gutachten nicht beigefügt ist. Neben der in Absatz 2 genannten Bedingung bestimmt die Regierung die Fälle, in denen der Antrag als unbegründet oder unzulässig gilt.

§ 2. Der Antrag auf Bewertung der Innenraumumgebung wird direkt beim Bewertungsdienst eingereicht.

Der in Artikel 8 § 2 genannte Bewertungsbericht wird dem Antragsteller und dem verschreibenden Arzt übermittelt. Der Bewertungsbericht wird mit Empfehlungen versehen. Wenn es sich bei der in Artikel 9/1 genannten Wohnung um eine Mietwohnung handelt, kann der Mieter den Bewertungsbericht an den Vermieter weiterleiten, um den Vermieter zu veranlassen, die von ihm zu tragenden Arbeiten durchzuführen.”.

**Art. 12** - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 9/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 9/3 - § 1. Wenn eine Bewertung durchgeführt wird, übermittelt der Bewertungsdienst dem Antragsteller und dem verschreibenden Arzt Empfehlungen, die in den Schlussfolgerungen des Bewertungsberichts gemäß Artikel 8 § 2 enthalten sind. Der Bewertungsdienst kann sich mit dem Antragsteller in Verbindung setzen, um die Empfehlungen weiterzuverfolgen.

§ 2. Wenn ein oder mehrere Interventionswerte überschritten werden oder ein Umwelt- oder Gesundheitsrisiko im Zusammenhang mit der Qualität der Innenraumumgebung darstellen, kann der Bewertungsdienst der Gemeindeverwaltung, in der sich die Wohnung befindet, den Bewertungsbericht gemäß Artikel 8 § 2 und den Aktionsplan übermitteln. Die Gemeindeverwaltung kann die Umsetzung des Aktionsplans überprüfen und die gesundheitliche Zuträglichkeit der Wohnung beurteilen. Werden Maßnahmen aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen eingeleitet, so setzt die Gemeinde den Bewertungsdienst davon in Kenntnis. Der Bewertungsdienst kann sich mit dem Antragsteller in Verbindung setzen, um die Empfehlungen weiterzuverfolgen.”.

**Art. 13** - Artikel 10 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 14** - Artikel 11 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 15** - Artikel 12 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 16** - In Artikel 13 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Untersuchung und die Widerspruchsfristen.“

**Art. 17** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 13/1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 13/1 - Die Ausübung der Aufgaben, die den Provinzen für die in Kapitel III genannten Bewertungen übertragen werden, wird durch eine Dotation zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region finanziert, deren Betrag der Finanzierung einer Dienststelle, von Aufgaben oder der Personalmitglieder, die die Aufgaben ausüben, entspricht.“

**Art. 18** - Artikel 14 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt:

“Art. 14 - Die Regierung legt die Standardanalysen fest, die von den Bewertungsdiensten durchgeführt werden. Diese Analysen sind für den Antragsteller kostenlos. Die Regierung legt fest, welche Analysen zusätzlich zu den Standardanalysen durchgeführt werden und für den Antragsteller eventuell kostenpflichtig sein können. Die betroffenen Personen können jedoch ablehnen, dass weitere Analysen durchgeführt werden.“

**Art. 19** - In Artikel 16 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “Artikel D.151” durch die Wortfolge “Artikel D.178” ersetzt.

**Art. 20** - Artikel 17 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Bewertungsdienste, die als AnalySELabor tätig sind und noch keine Zulassung haben, müssen diese innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erhalten.“

**Art. 21** - Der Artikel 19 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Februar 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,  
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1555 (2023-2024) Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 7. Februar 2024

Diskussion

Abstimmung

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202513]

**8 FEBRUARI 2024. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° het woord "binnenlucht" wordt telkens vervangen door het woord "binnenmilieu";
- 2° de woorden "van de binnenlucht" worden telkens vervangen door de woorden "van het binnenmilieu";
- 3° de woorden "voor de binnenlucht" worden telkens vervangen door de woorden "voor het binnenlucht";
- 4° de woorden "in de binnenlucht" worden vervangen door de woorden "in het binnenmilieu";
- 5° in de Franse versie worden de woorden "à l'air à l'intérieur" telkens vervangen door de woorden "au milieu intérieur".

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° punt 2° wordt opgeheven;
- 2° er wordt een 2/1° ingevoegd, luidend als volgt:  
"2/1°: "binnenmilieu": het milieu in een gesloten ruimte dat wordt bepaald door chemische, fysische of biotische factoren";
- 3° het artikel wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:  
"9°: "fysische factoren": fysische verschijnselen die schadelijk kunnen zijn voor de menselijke gezondheid vanwege hun akoestische, mechanische, thermische of elektromagnetische eigenschappen. "

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt: "In het in lid 2 bedoelde geval zal de Regering de voorgestelde waarden bevestigen of in voorkomend geval aanpassen om ervoor te zorgen dat ze een evenwichtige toepassing van het voorzorgsbeginsel en het evenredigheidsbeginsel mogelijk maken. "

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 7/1. De Regering kan een gegevensbank opzetten om:

- 1° de administratie op de hoogte brengen van de aanvragen om de kwaliteit van het binnenmilieu te beoordelen;
  - 2° een inventaris op te maken van de beoordelingsverslagen bedoeld in artikel 8, § 2, opgesteld door de beoordelingsdienst;
  - 3° de uitvoering van preventiecampagnes mogelijk te maken.
- De gegevens in deze databank worden door de administratie geanonimiseerd.
- De Regering regelt de modaliteiten voor het verzamelen van de in de databank opgenomen informatie en de bewaartermijn ervan. "

**Art. 6.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 7/2 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 7/2. De Regering kan de in deze afdeling bedoelde beoordelingstaken geheel of gedeeltelijk opdragen aan de provincies. "

**Art. 7.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° paragraaf 1 wordt opgeheven.
- 2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:
  - a) het eerste lid wordt opgeheven;
  - b) de leden 4 tot 5 worden opgeheven;
  - c) de paragraaf wordt aangevuld met een zesde lid, luidend als volgt:  
"De administratie wordt via de in artikel 7/1 bedoelde databank op de hoogte gehouden van de bezoeksverslagen. "

**Art. 8.** In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2, tweede lid, opgeheven.

**Art. 9.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2/1 "Beoordeling van de kwaliteit van het binnenmilieu in woningen" ingevoegd.

**Art. 10.** In afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 9/1. Deze afdeling is van toepassing op de woningen bedoeld in artikel 1, 3°, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen. "

**Art. 11.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 9/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 9/2. § 1. Elke aanvraag voor een beoordeling van de kwaliteit van het binnenmilieu van een woning bedoeld in artikel 9/1 moet gebaseerd zijn op medisch advies. De Regering bepaalt de minimuminhoud van het formulier voor de beoordelingsaanvraag, waaronder het medisch advies. Een ingediende aanvraag wordt als niet-ontvankelijk beschouwd als het medisch advies niet bij de aanvraag is gevoegd. Naast de in lid 2 bedoelde voorwaarde bepaalt de Regering in welke gevallen de aanvraag ongegrond of niet-ontvankelijk wordt geacht.

§ 2. De aanvraag voor een beoordeling van het binnenmilieu wordt rechtstreeks ingediend bij de beoordelingsdienst. Het in artikel 8, § 2, bedoelde beoordelingsverslag wordt naar de aanvrager en de voorschrijvende arts gestuurd. Het beoordelingsverslag gaat vergezeld van aanbevelingen. Wanneer de in artikel 9/1 bedoelde woning wordt gehuurd, kan de huurder het beoordelingsverslag aan de eigenaar doen toekomen om laatstgenoemde ertoe aan te zetten de werken uit te voeren waarvoor hij verantwoordelijk is. "



**Art. 12.** In dezelfde afdeling wordt een artikel 9/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 9/3. § 1. Wanneer een beoordeling is uitgevoerd, stuurt de beoordelingsdienst de aanbevelingen vervat in de conclusies van het beoordelingsverslag bedoeld in artikel 8, § 2, naar de aanvrager en de voorschrijvende arts. De beoordelingsdienst kan contact opnemen met de aanvrager om de aanbevelingen op te volgen.

§ 2. Wanneer één of meerdere interventiewaarden in een woning worden overschreden of een risico voor het milieu of de gezondheid opleveren dat verband houdt met de kwaliteit van het binnenmilieu, kan de Administratie het beoordelingsverslag bedoeld in artikel 8, § 2, aan het gemeentebestuur waar de woning zich bevindt, overmaken. Het gemeentebestuur kan controleren of het actieplan wordt uitgevoerd en de gezondheid van de woning beoordelen. Indien er maatregelen worden genomen krachtens het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, zal de gemeente de beoordelingsdienst hiervan op de hoogte brengen. De beoordelingsdienst kan contact opnemen met de aanvrager om de aanbevelingen op te volgen.”

**Art. 13.** Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 14.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 15.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

“De Regering bepaalt de modaliteiten voor het onderzoeken van beroepen en de termijnen voor beroepen.”.

**Art. 17.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt: “Art. 13/1. De uitvoering van de taken toevertrouwd aan de provincies voor de in hoofdstuk III bedoelde beoordelingen worden gefinancierd door een dotatie uit de begroting van het Waalse Gewest, waarvan het bedrag overeenstemt met de financiering van een dienst, taken of personeelsleden die de taken uitvoeren.”.

**Art. 18.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt: “Art. 14. De Regering bepaalt de standaardanalyses die door de beoordelingsdiensten worden uitgevoerd. Deze analyses zijn gratis voor de aanvrager.

De Regering bepaalt welke analyses naast de standaardanalyses moeten worden uitgevoerd en welke ten laste van de aanvrager kunnen komen. Betrokkenen kunnen echter weigeren om aanvullende analyses te laten uitvoeren.”.

**Art. 19.** In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in lid 2 worden de woorden “artikel D.151” vervangen door de woorden “artikel D.178”.

**Art. 20.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt: “Beoordelingsdiensten die werken als analyselaboratoria en geen erkenning hebben, hebben 2 jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet om een dergelijke erkenning te verkrijgen.”.

**Art. 21.** Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 februari 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement, 1555 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 7 februari 2024.

Bespreking.

Stemming.